



Délibération n°2007/0953

Séance du 12 décembre 2007

**DECLARATION DE PROJET DU GRAND POLE INTERMODAL
DE JUVISY-SUR-ORGE**

Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France

- VU** la Loi n°2002-276 du 27 février 2002, les articles L.123-1 et suivants, L.126-1, R126-1 et R126-2 du code de l'environnement, l'article L.11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et les articles R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme ;
- VU** l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
- VU** le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le décret n°2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du syndicat des transports d'Ile de France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France ;
- VU** La décision n°8348 du 13 mai 2005 du conseil d'administration du STIF approuvant le schéma de principe relatif au projet d'aménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge ;
- VU** La délibération n°2006/1170 du 13 décembre 2006 du conseil du STIF approuvant le dossier d'enquête publique relatif au projet d'aménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006/SP2/BAIEU/014 du 21 décembre 2006 du sous préfet de Palaiseau par délégation du Préfet de l'Essonne prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU pour la commune de Juvisy-sur-Orge ;
- VU** Le dossier soumis à enquête publique qui s'est déroulée du 22 janvier 2007 au 24 février 2007 ;
- VU** Les observations consignées sur les registres mis à disposition du public, ensemble des lettres annexées aux dits registre ;
- VU** Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 22 juin 2007 ;
- VU** la demande du 26 juin 2007 du Sous Préfet de Palaiseau de se prononcer sur l'intérêt général du projet et de procéder aux mesures de publicité ;
- VU** le rapport de présentation n° 2007/0953
- VU** les avis de la commission des investissements et de suivi du contrat de plan et de la commission de la démocratisation du 5 décembre 2007

Considérant les éléments suivants :

I. Intérêt général de l'opération

1. Présentation globale de l'opération

Considérant :

- Que, avec deux lignes de RER (19 000 entrants et 30 000 correspondants par jour) et une vingtaine de lignes de bus, la gare de Juvisy-sur-Orge concentre l'offre de transport la plus attractive du sud parisien ;
- Que l'analyse de la situation actuelle fait apparaître un certain nombre de dysfonctionnements :
 - au sein de la gare ferroviaire proprement dite, dus en grande partie au fait qu'elle a peu évolué pour répondre à une demande devenue très forte ;
 - aux abords de la gare, dus principalement à son éclatement physique en trois sites distincts, « Centre », « Seine » et « Condorcet », matérialisés par les trois points d'entrées dans la gare et les trois gares routières associées. Ce dispositif induit des cheminements souvent longs, pénibles et peu lisibles ;
- Que le grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge est inscrit au SDRIF de 1994 et a été inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006, au titre des infrastructures de transport en commun, pour un montant de 15,24 M€. Ce pôle fait également partie des pôles PDU d'Ile de France ;
- Que la maîtrise d'ouvrage est confiée :
 - à la SNCF, pour le relogement de ses activités côté Centre, la création du nouveau bâtiment de services et la restructuration des locaux et du hall Condorcet. La SNCF est coordonnateur des maîtres d'ouvrage ;
 - à RFF, pour le relogement de ses activités côté Centre, l'extension des passages souterrains et la restructuration de la salle d'échanges et des souterrains ;
 - au Conseil Général de l'Essonne, pour la réhabilitation du pont routier, la démolition et reconstruction de la rampe côté Centre, l'aménagement de la rue des Gaulois et l'aménagement provisoire de la gare routière Seine ;
 - à la Communauté de Commune des Portes de l'Essonne (CCPE), pour la création de la passerelle « circulations douces », les parvis, les abords des entrées de gare, et la gare routière côté Centre ;
 - à la commune de Juvisy-sur-Orge, pour la réhabilitation de la rampe Pasteur ;
 - au STIF, pour la création du pont « transports en commun ».

2. Objectifs d'intérêt général

Considérant que le projet de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge répond aux objectifs généraux suivants :

- améliorer les correspondances entre les gares routières, le tramway Villejuif - Athis-Mons - Juvisy et la gare ferroviaire ;
- améliorer l'accessibilité à la gare SNCF et la gestion des flux sur l'ensemble du site ;
- développer l'accueil, la sécurité et l'information aux voyageurs ;
- optimiser l'insertion des aménagements dans le paysage urbain ;
- rendre compatible l'arrivée du tramway Villejuif - Athis-Mons - Juvisy.

Considérant que le projet présenté répond parfaitement aux objectifs du PDU d'Ile-de-France.

3. Adéquation du Projet à ces objectifs

Considérant :

Qu'afin de répondre aux objectifs précédents, le projet retenu consiste notamment à :

- Réhabiliter le pont routier existant au-dessus des voies ferrées afin d'assurer le maintien de ses fonctionnalités à long terme. La reconstruction de la rampe d'accès « Centre » le long des voies ferrées permet de libérer les terrains d'assise de la rampe actuelle.
- Réaliser un nouveau pont au-dessus des voies ferrées au nord du pôle. Ce pont, réservé aux transports en commun, permet de basculer les terminus des lignes de bus du réseau Garrel & Navarre à l'ouest du faisceau ferroviaire, améliorant de façon significative les échanges entre les bus, le RER et le futur tramway. Le pont est dimensionné pour pouvoir accueillir, à terme, un futur prolongement du tramway en provenance de Villejuif vers la rive droite de la Seine.
- Créer une gare routière principale côté Centre disposant des surfaces nécessaires à l'accueil des lignes des réseaux RATP/Athis Cars et Garrel & Navarre, grâce au remaniement d'une partie des installations RFF-SNCF, réinstallées dans la gare de triage et les terrains Condorcet, et grâce au déplacement de la rampe d'accès au pont routier. L'aménagement de la gare routière tient compte de l'arrivée du terminus du tramway en gare de Juvisy et de son éventuel prolongement. La gare routière secondaire « Condorcet » est réaménagée en tenant compte des nouvelles emprises de circulation des bus dans la rue Condorcet.
- Conserver les trois accès actuels de la gare ferroviaire, à savoir « Centre », « Seine » et « Condorcet » et créer côté Centre un nouveau bâtiment de services sur un parvis autour duquel s'organise la gare routière principale. Le souterrain sud dont l'extrémité ouest est remaniée, et le souterrain nord prolongé à l'ouest débouchent directement sur le parvis vers le bâtiment de services SNCF. Côté Seine, des accès directs aux quais du RER D depuis le souterrain permettent d'alléger le flux de voyageurs en salle d'échanges.
- Rénover la salle d'échange existante entre les voies utilisées par les RER C et D. L'orientation de la clientèle et la signalétique sont revues afin de faciliter les circulations et de rendre plus lisibles les destinations.
- Aménager côté Condorcet et Seine des parvis d'accès à la gare, avec un traitement architectural et paysager équivalent aux aménagements réalisés côté Centre.
- Réaliser une passerelle le long du pont routier réhabilité afin d'assurer les liaisons interquartiers « circulations douces » pour les piétons, les personnes à mobilité réduite et les vélos. Elle relie les trois quartiers « Centre », « Condorcet » et « Seine » - via les trois parvis de gare - par des systèmes d'accès composés de rampes, d'escaliers et d'ascenseurs.

Que les aménagements décrits précédemment nécessitent et s'accompagnent de relogements d'activités ferroviaires RFF et SNCF sur le site, ainsi que la restitution de capacités de stationnement pour les agents SNCF et le public.

Que le projet de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge répond ainsi pleinement aux objectifs d'intérêt général.

II Conclusion de l'enquête publique et conditions de la poursuite du projet

Considérant :

Qu'à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 janvier 2007 au 24 février 2007 inclus, le commissaire enquêteur a, dans ses conclusions, admis de manière indiscutable l'utilité publique du projet.

Que le commissaire enquêteur donne un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge assorti de la réserve suivante :

« Que le maître d'ouvrage recherche et propose une solution de protection partielle contre les intempéries, des piétons qui emprunteront la passerelle ».

Que l'avis du commissaire enquêteur est en outre assorti des 5 recommandations suivantes :

- *« Que des plans à une échelle suffisante pour être lisibles et compréhensibles soient établis (s'ils n'existent pas) et joints au dossier pour indiquer de façon claire et compréhensible par le public quels sont les cheminements retenus pour se rendre d'un point à un autre du pôle non seulement pour les PMR mais pour tout public. »*
- *« Que soient mis en place des feux de circulation sur le pont pour protéger les piétons lors de leur passage d'un côté à l'autre de la circulation automobile »*
- *« Que soient explicitées les solutions qui sont appliquées dans les autres gares pour permettre aux PMR d'accéder aux trains dans l'attente d'une véritable solution en cours d'élaboration »*
- *« Qu'une procédure spécifique d'intervention rapide en cas d'incidents dans cette gare soit envisagée pour une gare de cette importance »*
- *« Que le maître d'ouvrage mette en place sinon toutes, mais au moins quelques toilettes gratuites (mais correctement entretenues). »*

Considérant :

- Que en réponse à la réserve formulée par le commissaire enquêteur, tout en prenant en compte les contraintes techniques liées à la résistance aux vents de la superstructure et à la sécurité du cheminement des piétons (effet de tunnel dans le cas d'une couverture totale), le maître d'ouvrage propose la réalisation d'un écran latéral plein et continu en méthacrylate (ou tout autre matériaux présentant des caractéristiques équivalentes d'un point de vue technique et esthétique) d'une hauteur de 2,50m, protégeant des vents dominants, équipé d'une main courante et assurant le rôle des grilles anti-chute et anti-projection réglementaires actuellement mises au dessus du réseau ferré. Cet écran sera complété ponctuellement par l'installation de plusieurs auvents d'une portée d'environ 2,50m. Ces modules seront répartis de façon régulière tout au long du cheminement de la passerelle. Ces différentes dispositions répondront au souci de protection partielle des piétons qui emprunteront la passerelle lors d'intempéries tout en conservant l'esprit d'une liaison inter quartier qui reste ouverte sur le pôle d'échanges et la ville.
- Que en réponse à la première recommandation, neuf plans représentant les cheminements tout public et PMR entre les différents points du pôle multimodal à l'extérieur de la gare, et à l'intérieur de la gare ferroviaire depuis les différents accès « Centre », « Condorcet » et « Seine » ont été réalisés par le maître d'ouvrage et transmis par le STIF au sous préfet de Palaiseau par courrier en date du 15 novembre 2007;
- Que en réponse à la deuxième recommandation, le maître d'ouvrage prévoit que la traversée des piétons sur le pont routier s'effectuera via un aménagement surélevé de type plateau ralentisseur avec traitement de surface spécifique (matériau, couleur,

éclairage) assurant ainsi la sécurité du cheminement entre les deux sections de la passerelle et qu'un dispositif de feu tricolore réservé aux piétons sur appel équipé à l'attention des malvoyants pourra être mis en place. Ces différents équipements seront complétés par la mise en « zone trente » de la voirie du pont supérieur. L'aménagement d'une liaison départementale en bords de Seine entre Juvisy-sur-Orge et Athis-Mons permettra par ailleurs une redistribution de la circulation en tête de pont, côté rive droite, en soulageant le pont routier d'une grande partie du trafic de transit.

- Que en réponse à la troisième recommandation, le maître d'ouvrage précise que le volet de l'accessibilité quais / trains n'est pas traité dans le cadre du projet de pôle car il répond plus au traitement de l'ensemble d'une ligne que d'une gare seule. Actuellement, les quais ont une hauteur de 550 mm. Ils sont desservis par plusieurs types de matériel, mais les trains Transilien (lignes C et D du RER) ont tous une hauteur de plancher de 970 mm. De fait, l'accessibilité aux trains des lignes C et D du RER pour les PMR nécessite à la fois une adaptation du matériel (pour combler la lacune horizontale) et un rehaussement des quais (pour combler la lacune verticale). La hauteur cible des quais desservis par les RER C et D sur l'ensemble des deux lignes est en cours de discussion entre les différents acteurs concernés (RFF, SNCF Transilien, STIF) et sera définie dans le cadre du Schéma Directeur de l'Accessibilité des services de transport en cours d'élaboration sous l'égide du STIF. Aujourd'hui, pour pallier le fait que cette gare n'est pas habilitée aux PMR quais / trains une procédure est prévue, comme dans d'autres gares, pour tout client se présentant en gare pour emprunter le RER. Celui-ci fait appel aux agents d'accueil de la gare. Ces derniers accompagnent le voyageur jusqu'à sa montée dans le train dans la voiture située derrière la motrice. Ce service est réalisé de 6h à 20h.
- Que en réponse à la quatrième recommandation, le maître d'ouvrage indique que les modalités d'intervention en cas d'incidents en milieu ferroviaire pour des accidents de personnes, des incendies, des voyageurs malades et de la découverte de colis abandonnés sur le réseau francilien sont reprises dans un guide d'intervention en milieu ferroviaire sur le réseau francilien. Ce document, qui émane de la Préfecture de Police et est signé par les Transporteurs SNCF et RATP, a été transmis au sous préfet de Palaiseau par le STIF par courrier en date du 15 novembre 2007. Le maître d'ouvrage précise que les postes de secours installés dans les gares parisiennes comme par exemple à Paris Nord, Paris Gare de Lyon ...) prennent en charge des voyageurs ayant subi un désagrément physique qui ne nécessite pas de moyens de réanimation (malaise, chute...). Ces centres se justifient par le flux important de voyageurs transitant dans ces gares (250 000 à 500 000 voyageurs/jours pouvant aller à 2 millions de voyageurs les week-ends de grands départs). En ce qui concerne plus particulièrement la gare de Juvisy-sur-Orge, qui présente un trafic de 47 5000 voyageurs/jours le centre de secours est situé au centre ville à environ 500 mètres de la gare. Par ailleurs, la Ville de Juvisy-sur-Orge souhaite le transférer à proximité de la gare. Les maîtres d'ouvrage n'envisagent donc pas de mettre en place une procédure spécifique d'intervention rapide en cas d'incident en gare de Juvisy.
- Que en réponse à la cinquième recommandation, le maître d'ouvrage précise qu'un sanitaire publique, compatible avec les normes d'accessibilité PMR, est prévu dans le projet de pôle, dans le bâtiment de services et dans une zone hors contrôle côté « Centre ». Il pourra donc être utilisé par les clients de l'ensemble du pôle intermodal. Selon la politique actuelle de la SNCF Transilien, les toilettes automatiques sont payantes et entretenues par un prestataire de services. A ce jour, la CCPE n'envisage pas de mettre à disposition des toilettes publiques sur les gares routières, en raison des coûts de fonctionnement (maintenance et entretien) engendrés par un tel équipement.
- Que l'avant-projet sera en conséquence établi conformément à la réserve du commissaire enquêteur ;
- Que la prise en compte de la réserve et des recommandations émises par le commissaire enquêteur n'est pas de nature à bouleverser l'économie générale de l'opération.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : le projet de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge présenté à l'enquête publique est déclaré d'intérêt général.

Article 2 : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Ile-de-France. La présente délibération sera affichée dans les mairies de Juvisy-sur-Orge et Athis-Mons. Cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal du département.

Le président du Conseil
Du Syndicat des transports d'Ile-de-France



Jean-Paul HUCHON